



Le 29 juin 2015

Section de l'Ardèche

Déclaration liminaire au Comité technique local du 29 juin 2015

Madame la Présidente,

Depuis que les vagues de licenciements sont devenues, dans le langage du politique, des plans de sauvegarde de l'emploi nous avons bien saisi l'art de la double pensée .

Aussi, lorsque le Président de la République , dans un entretien au journal Sud-Ouest, évoque le prélèvement à la source en précisant que cette réforme serait (je cite) « attendue par les Français et souhaitable pour l'Etat » et que « la priorité, c'est la baisse des impôts », nous comprenons bien que cette réforme est un recul souhaitable pour le privé et non pas pour l'Etat (privatisation de la collecte de l'impôt), que l'attente des Français est ailleurs, ils n'attendent pas grand chose du Président de la République hormis le fait peut-être qu'avec son gouvernement, il s'en aille ?

La priorité, c'est la lutte contre le chômage, la précarité et non pas la baisse des impôts qui en fin de compte augmentent même si l'impôt sur le revenu devrait baisser pour 9 millions de ménages .

Une meilleure redistribution des revenus grâce à un impôt plus juste n'est donc pas envisagée et la réforme du prélèvement à la source nous conduit vers un impôt encore plus inégalitaire. Cela ne résoudrait en rien les fraudes style Cahuzac ou phobies administratives style Thévenoud. Bonjour l'ambiance !

Suite au conseil des ministres du 17 juin dernier, Marylise Lebranchu a porté une lettre rectificative au projet de loi relatif à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Le respect du principe de laïcité serait affirmé avec le devoir d'intégrité aux obligations d'impartialité, de dignité et de probité dans le respect duquel tout agent public doit exercer ses fonctions.

Donc, lorsque les comptables publics sont invités par la DGFIP à alerter sur ses moyens limités les communes qui feraient le choix, par exemple, d'une remunicipalisation de l'eau donc d'une gestion publique de l'eau, cette pression serait contraire aux obligations des fonctionnaires !

De même, nous pouvons nous interroger sur les pressions exercées, cette année, auprès des agents pour contraindre le contribuable à ne pas utiliser la déclaration papier et l'obliger à télédéclarer !

Comme avec la loi sur le renseignement, c'est toute la question de la définition de la laïcité, de la démocratie et de sa traduction dans les institutions qui se pose.

Que reste-t-il de la laïcité quand le ministre Cazeneuve déclare que « le droit à une vie privée n'est pas une liberté fondamentale ». Il se pose ainsi en défenseur d'une société panoptique dans laquelle chacun se sentira contrôlé et se regardera être regardé.

Pendant ce temps, suite à la déferlante de fraudes fiscales, la commission européenne a mis en place un groupe d'experts chargés de l'évasion fiscale. Groupe composé de 25 membres dont 20 issus de HSBC, Barclays et KPMG, 3 organismes financiers champions d'évasion fiscale, de tricherie ou mauvaise conduite financière. La question de l'évasion fiscale en Europe est donc entre de bonnes mains, des mains très intéressées !!! Tout change pour que rien ne change !

La crise fait tomber les masques et le maintien de l'ordre existant des spéculateurs ultra riches ne connaît en réalité aucune limite y compris le sacrifice des peuples et de la démocratie comme on peut le constater sur la question de la Grèce.

Les 99 % sont mis à contribution à 100 %, est-il possible que tout cela dégénère ?

Car, aujourd'hui, les classes populaires et/ou classes moyennes sortent de l'hypnose et se rendent compte de l'intégrisme économique, religion puissante qui veut mettre le secteur financier à l'abri de la Loi et faire en sorte que celle-ci ne concerne que les individus.

Aujourd'hui, les citoyens ne se sentent nulle part chez eux. Ils ne sentent plus chez eux dans leur travail de plus en plus synonyme de pression, de menaces permanentes. Ils ne sentent plus chez eux dans leur rapport aux institutions puisque celles-ci apparaissent comme des machines toujours plus complexes avec les plans dits de simplification. Machines dont ils ne subissent que les contraintes sans pouvoir en percevoir le sens.

Les agents de la DGFIP font partie de ces citoyens...

L'économie numérique crée de nouveaux seigneurs dans un monde féodal moderne.

Etre humain devient un défaut dans un monde où l'on voudrait que l'Homme se comporte comme un logiciel à l'interface parfaitement soignée parfaitement déboguée et qui jappe en binaire sans hésitation: Oui ou Non.

Suite aux révélations multiples et confirmées d'espionnage économique, industriel et politique, le citoyen sait que « la concurrence libre et non faussée dans le marché qui s'autorégule » que la théorie de l'offre sont des foutaises et un danger pour notre quotidien.

Pourtant c'est cette idéologie qui désintègre notre France post-républicaine.

Avant on voulait vivre et travailler au pays maintenant il faudrait survivre et galérer dans la « super » région et sa métropole !

La réforme territoriale montre qu'il n'y a pas de décentralisation mais une délocalisation de la centralisation.

Jean Claude Juncker président de la commission européenne nous avait prévenu : « Il ne peut y avoir de choix démocratiques contre les traités européens. »

Les agents de la DGFIP ont bien saisi que la réforme territoriale est une menace sur notre contrôle des fonds publics, sur notre veille des comptes de gestion.

Vendredi dernier, l'Eurogroupe a soumis la Grèce à un ultimatum, c'est un événement central qui indique que les théologiens libéraux et les terroristes économiques veulent démanteler , du Nord au Sud le modèle social européen pour rendre les travailleurs flexibles et faibles.

Baisse des revenus, baisse des retraites et pensions, privatisations, démantèlements, pillage des ressources, égoïsmes et mépris, élimination à terme de la classe moyenne sont les facteurs auxquels nous devons faire face.

Ce qui explique pourquoi le ministre Sapin est opposé à un référendum sur la question du Grand Marché Transatlantique (Transatlantic Free Trade Area) , marché qui consiste à transférer de la sphère publique nationale à la sphère privée internationale l'ensemble des décisions capitales à nos sociétés...

Les agents des Finances Publiques sont face à un enjeu citoyen et la démocratie ne peut se résumer à l'élection.

